



(VAUCLUSE)

ARRÊTÉ TEMPORAIRE

LE MAIRE DE LA COMMUNE D'APT,

REF: JR/BC

N° 015717

Autorisation de diffuser de la musique audible de la voie publique accordée à Monsieur Gilles RIPERT, le Président de la Communauté des Communes du Pays d'Apt Luberon à l'occasion d'une soirée Latino qui se déroulera le 25 juillet 2026 au Plan d'eau de la Riaille sis Chemin de la Boucheyronne à Apt (84 400).

Vu, le code général des collectivités territoriales, notamment les L.2131-1 à L.2131-3, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6,
Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.1311-1, L.1311-2, L.1523-2 et R.1336-6 à R.1336-1 0,
Vu le code pénal et notamment les articles R610-1 et R 610-5,
Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.571-1 et n° suivants,
Vu le code de la justice administrative et notamment les articles L.212-2, R.421-1, R.421-2 et R.421-5,
Vu le décret n°95-40 du 18 avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits voisinage et modifiant le code de la santé publique,
Vu l'arrêté préfectoral n° SI2004-08-04-0210-DDASS du 4 août 2004 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage dans le département du Vaucluse et notamment son article 2,
Vu la délibération n°3358 du 28 mars 2026 relative à l'élection de **Monsieur Jean AILLAUD en tant que Maire**,
Vu, la demande formulée par Monsieur Gilles RIPERT Président de la Communauté des Communes du Pays d'Apt Luberon sise 81 Avenue Frédéric Mistral à Apt (84 400) téléphone : 06.04.59.96.81 / Mail : valerie.dupont@paysapt-luberon.fr en vue d'être autorisé diffuser de la musique, audible de la voie publique.

Considérant qu'aux termes des textes susvisés, des dérogations peuvent être accordées à titre exceptionnel par l'autorité municipale lors de manifestations commerciales, fêtes ou réjouissances afin de diffuser de la musique.

Considérant qu'aux termes de l'article L.2212-2 du code général des collectivités territoriales, le maire est tenu de veiller, au bon ordre dans les endroits où il se fait des grands rassemblements d'hommes tels que les spectacles, à la sûreté et à la commodité du passage dans les rues et places publiques.

Considérant que Monsieur Gilles RIPERT Président de la Communauté des Communes du Pays d'Apt Luberon envisage de diffuser de la musique à l'occasion d'une soirée Latino qui se déroulera le **25 juillet 2026** au Plan d'eau de la Riaille sis Chemin de la Boucheyronne à Apt (84 400).

Considérant que la diffusion de musique audible de la voie publique ne doit pas être une gêne pour la tranquillité des administrés en application des textes susvisés.

Considérant que la Communauté des Communes du Pays d'Apt Luberon s'est engagée à respecter le voisinage et à prendre toutes les précautions pour que la tranquillité ne soit pas troublée.

Considérant que pour ces motifs, il convient de délivrer, une dérogation d'émettre des bruits pouvant gêner la tranquillité publique et d'en fixer les conditions.

Sur proposition du Directeur Général des Services de la commune d'Apt,

ARRÊTE

Article 1° : En application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°SI2004-08-04-0210-DDASS du 4 août 2004 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage dans le département du Vaucluse, une dérogation de diffuser de la musique audible de la voie publique est accordée à Monsieur Gilles RIPERT Président de la Communauté des Communes du Pays d'Apt Luberon à l'occasion d'une soirée Latino qui se déroulera le **25 juillet 2026** au Plan d'eau de la Riaille sis Chemin de la Boucheyronne à Apt (84 400).

Article 2° : La dérogation de diffuser de la musique est accordée du **25 juillet 2026 de 19h00 au 26 juillet 2026 à 1h00**

Article 3° : Monsieur Gilles RIPERT Président de la Communauté des Communes du Pays d'Apt Luberon doit prendre toutes les précautions pour que le voisinage ne soit pas troublé par la diffusion de la musique.

Accusé de réception en préfecture
N° 2026-000000000-1
Date de télétransmission : 15/06/2026
Date de réception : 15/06/2026

Article 4° : Les dispositions prévues pour garantir la sécurité et la santé du public, et la tranquillité publique à l'occasion de cette manifestation sont énumérées ci-après :

Elle est limitée à 102 dB (A) maxi. Ce seuil est abaissé à 94 dB (A) pour les publics âgés de moins de 6 ans.

- L'organisateur est tenu de greffer un limiteur sonore sur tous les systèmes de sonorisation afin de garantir les seuils évoqués ci-avant.
- L'organisateur est également astreint de mettre en place un système d'affichage permanent des niveaux sonores et visibles du public.

Article 5° : Le présent arrêté est exécutoire de plein droit dès qu'il a été procédé à sa publication ou affichage ou à sa notification aux intéressés ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

Article 6° : La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire de la présente de :

- respecter la réglementation relative aux spectacles.
- d'effectuer des démarches auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles sise à Aix-en-Provence (Bouches du Rhône), Tél : 04.42.16.14.49. 1 Télécopie : 04.42.16.19.50.
- d'adhérer au guichet unique du spectacle occasionnel (GUSO) - n°Azur : 0.810.863.342.

Article 7° : Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un délai de 2 mois et sur le lieu de la manifestation pendant toute sa durée.

Article 8° : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes sis 16 avenue Feuchères - CS 88010 30941 - NÎMES cedex 09 - Téléphone : 04.66.27.37.00 - Télécopie : 04.66.36.27.86 - Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr, dans un délai de 2 mois à compter d'une décision expresse de rejet du recours gracieux et/ou hiérarchique, soit au bout du délai de 2 mois faisant intervenir une décision implicite de rejet.

Article 9° Ampliation du présent arrêté sera remise à :

Monsieur le Préfet du département de Vaucluse ;

Monsieur Gilles RIPERT Président de la Communauté des Communes du Pays d'Apt Luberon en la forme administrative. Il sera dressé procès-verbal de cette notification.

Article 11 : Le Directeur Général des services de la commune d'Apt, le Commandant de la Brigade Territoriale d'Apt de la Gendarmerie Nationale, le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

APT, le 01 juin 2026

Monsieur le Maire *
Jean AILLAUD

